

« NOUS RECONNAISSONS LES VISAGES DE LA HAINE. »

DENISE TOROS-MARTER

est déportée à 16 ans à Auschwitz

ME SIDNEY CHOURAQUI

est engagé volontaire de la France libre

COLONEL (E.R.) LOUIS MONGUILAN

est résistant, déporté à Mauthausen

Nous, anciens résistants et déportés, ne voulons pas que les héritiers des ennemis de la République exercent le pouvoir

« Anciens résistants et déportés, nous avons appris durement à reconnaître les masques et les visages de la haine, et nous les reconnaissons bien aujourd'hui.

Nous, anciens résistants et déportés, cofondateurs du site mémorial du Camp des Milles, avons connu, subi et combattu le régime de Vichy et sa politique d'extrême droite, autoritaire, nationaliste, xénophobe et antisémite. Cette politique de collaboration avec le nazisme a divisé puis persécuté, torturé, massacré.

Nous avons voulu ce lieu de mémoire et d'éducation afin que l'histoire ne soit pas enfouie, et parce que nous sommes convaincus que cette histoire nous parle aussi des dangers qui menacent encore et toujours notre fragile humanité.

Malheureusement, nous voyons aujourd'hui monter en France et en Europe la xénophobie, le nationalisme, les racismes et l'antisémitisme, encouragés par des personnalités et des partis extrémistes comme le Front national. Avec leurs grossièretés ou leurs ambiguïtés sur la page la plus sombre de notre histoire. Avec leur cortège de stigmatisations (contre les musulmans, mais aussi les Roms, les protestants, les juifs, les francs-maçons, les homosexuels, refrain vichyste connu...). Avec leurs menaces contre la paix civile entre Français.

INSUPPORTABLE

C'est pourquoi nous n'acceptons pas l'idée que les héritiers de ces politiques antirépublicaines, quels qu'ils soient, puissent exercer et détourner un pouvoir républicain. Nous savons la diversité et les raisons multiples des sympathisants des partis concernés, ou de leurs électeurs. Comme c'était le cas d'ailleurs pour beaucoup d'Allemands qui ont voté à 33,1 % pour Hitler aux dernières élections libres, ou pour nos compatriotes abusés un temps par Pétain face au danger nazi.

Mais l'exercice du pouvoir par des responsables qui portent et symbolisent des idéologies discriminatoires et mortifères serait indécent et choquant et bafouerait notre histoire. Cela insulterait les combats et les souffrances des résistants, des internés, des déportés. Comme en 1933 et 1940, leur élection serait probablement légale formellement, certainement pas légitime en République ou en démocratie. Elle menacerait même l'espoir que les leçons de l'histoire aient été comprises.

Même s'ils restent la preuve des résistances toujours possibles et efficaces, tant de sacrifices n'auraient-ils pas suffi pour écarter définitivement l'aigle noir des extrémismes et des racismes ?

Les menaces contre la République sont multiples, et le terrorisme en est l'expression la plus violente.

Mais c'est aujourd'hui l'extrême droite qui risque de conquérir des lieux de pouvoir dans notre pays, et qui présente donc le danger le plus important, le plus immédiat pour nos libertés et pour la démocratie.

Ce faisant, elle ferait aussi le jeu des provocations terroristes qui cherchent à nous affaiblir en nous divisant, en sapant nos valeurs et nos libertés républicaines, et en nous opposant les uns aux autres.

Sur la vraie nature du FN se multiplient débats et arguties, faux-semblants et précautions oratoires.

Mais par-delà les mots, nous avons appris à reconnaître les masques et les visages de la haine, et nous les reconnaissons bien aujourd'hui.

Peu importe que l'on nous accuse de diabolisation. Car nous avons connu les « diables ordinaires » qui peuvent préparer l'enfer. Nous savons jusqu'où mènent l'intolérance et l'exclusion au pouvoir. Nous en connaissons la dynamique meurtrière. Elle nourrit et se nourrit des crispations identitaires, de la méfiance de l'Autre, et de toutes les peurs. Quelles que soient les volontés des responsables des partis extrémistes, elle enclenche des processus d'actions/réactions qui peuvent conduire à des généralisations abusives, à des affrontements et à des violences extrêmes.

Pour notre pays, pour les valeurs de la République, pour nos enfants et petits-enfants, ce risque mortel ne peut pas être pris. »